



# Impact du Climat d'Investissement sur la Productivité Totale des Facteurs des Industries Manufacturières au Nigeria

*Friday Ademola Ajagbe et  
Joshua Olusegun Ajetomobi*

Août 2020 / No. 687

## Résumé

Cette étude examine l'influence du climat d'investissement sur la productivité des industries manufacturières au Nigeria. L'étude est menée en deux phases : dans la première phase, une fonction de production économétrique pour les industries manufacturières nigérianes est estimée pour produire une mesure de la productivité totale des facteurs (PTF) pour chaque entreprise ; dans la seconde phase, la variation de la PTF est statistiquement liée aux indicateurs du climat d'investissement ainsi qu'aux caractéristiques des entreprises. Les analyses utilisent les données de l'enquête 2009 de la Banque mondiale sur les entreprises au Nigeria. Les résultats montrent des variations systématiques

des indicateurs du climat d'investissement dans diverses industries au Nigéria. Les indicateurs d'un mauvais climat d'investissement - coupures de courant, paiements non officiels, pertes en transit dues à la casse ou à la détérioration et charges fiscales - ont des effets négatifs importants sur la PTF des industries manufacturières au Nigeria. L'augmentation des interruptions de courant d'une heure par mois pourrait réduire la PTF de 0,06 %, tandis qu'une augmentation de 1 % des paiements non officiels pourrait entraîner une baisse de la PTF d'environ 1,8 %. Les indicateurs du climat d'investissement, tels que le temps de gestion consacré à la réglementation et le pourcentage d'entreprises détenues par des particuliers, des sociétés et des organisations nationales privées, ont une influence positive sur la PTF des industries manufacturières.

## Introduction

La mondialisation et l'expansion des marchés internationaux dans de nombreux pays en développement offrent à leurs producteurs la possibilité de concurrencer les marchés nationaux et internationaux émergents. Dans ce monde de concurrence, les producteurs des pays en développement doivent acquérir un contrôle optimal sur la production, le commerce et la distribution afin de (i) fonctionner de manière rentable ; et (ii) garantir la qualité et la valeur ajoutée de leurs produits (Dolan et Humphrey, 2004). Si certains pays en développement, tels que la Chine, l'Inde et le Brésil, tirent profit de la mondialisation et se portent bien, les performances des industries manufacturières des pays africains restent à la traîne. De nombreuses différences de performances industrielles entre l'Afrique et d'autres pays en développement sont liées au climat d'investissement des entreprises en Afrique, notamment à l'environnement physique, institutionnel et réglementaire des initiatives du secteur privé. Ces derniers temps, on estime que le coût des affaires en Afrique est de 20 à 40 % supérieur à celui des autres pays en développement. Au Nigéria, Iarossi et Clarke (2011) ont démontré que la productivité était inférieure à celle des autres pays en développement. Ils ont découvert que les entreprises du Kenya étaient environ 40 % plus efficaces que les entreprises du Nigeria, que les entreprises russes étaient presque deux fois plus productives et que les entreprises d'Afrique du Sud étaient presque quatre fois plus productives. Dans divers pays en développement, ces différences ont été attribuées à deux facteurs principaux : premièrement, des facteurs internes tels que la technologie, le capital, la main-d'œuvre et les stratégies de marketing. Le deuxième facteur concerne le climat d'investissement, comme la politique gouvernementale et l'environnement, dans lequel les industries opèrent. Jusqu'à présent, très peu d'études ont tenté de trouver une explication aux mauvaises performances des entreprises manufacturières au Nigeria. Deux grands projets de recherche qui ont utilisé des données au niveau des entreprises pour étudier les performances des industries manufacturières nigérianes sont ceux de Seker et Saliola (2018) et de Iarossi et Clarke (2011). Le premier a classé le Nigeria parmi les nations

ayant une faible moyenne de PTF dans les industries alimentaires, de l'habillement et chimiques, tandis que le second a simplement décrit l'ampleur des problèmes liés au climat d'investissement dans les villes nigérianes. D'autres études (par exemple, Chete et Adenikinju, 2002 et Ajetomobi, 2011) ont utilisé des données de séries chronologiques. Chete et Adenikinju (2002) ont étudié le rôle des politiques commerciales dans la promotion de la croissance de la productivité dans le secteur manufacturier nigérian entre 1962 et 1985. Ils ont constaté une corrélation positive entre la libéralisation du commerce et la croissance de la productivité. Ajetomobi (2011) a inclus le Nigeria dans son étude de la productivité totale des facteurs de certains produits agricoles de base dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). L'étude a montré une meilleure productivité pour le secteur agricole du pays que lorsqu'il était inclus dans les estimations de la productivité agricole en Afrique. D'une manière générale, les travaux spécifiques sur les performances des entreprises manufacturières des pays en développement sont rares. Les plus proches jusqu'à présent ont été ceux de Veeramani et Goldar (2004) sur l'Inde ; Escribano et Guasch (2005) sur le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua ; ainsi que Dollar et al. (2005) et Bastor (2004). L'une des principales raisons de cette situation est le manque de données fiables et adéquates au niveau des entreprises.

## Climat d'investissement

Une liste générale des différentes mesures quantitatives du climat d'investissement recueillies par l'enquête est présentée dans le tableau ci-dessous. La liste contient parfois plusieurs indicateurs couvrant un thème similaire. Par exemple, l'accès au financement est constitué d'informations sur l'utilisation des découverts ainsi que sur la part des entreprises qui ont un prêt bancaire, tandis que l'électricité comprend la durée des coupures de courant en nombre d'heures par mois, le pourcentage d'électricité provenant d'un groupe électrogène et les pertes dues aux coupures de courant mesurées en pourcentage des ventes totales. Dans le cadre du même thème, la corrélation entre les indicateurs est très forte. Ainsi, les variables insignifiantes sont abandonnées dans l'analyse empirique. La liste globale des indicateurs de l'enquête est la suivante : durée des coupures de courant, pertes dues aux coupures de courant en pourcentage des ventes totales, pourcentage d'électricité produite par des groupes électrogènes, accès à la terre, perte en transit due aux dommages et à la détérioration en pourcentage des ventes, coût de la sécurité, temps de gestion de la réglementation, paiements non officiels, jours pour enregistrer une ligne téléphonique, eau provenant de sources publiques, temps d'inspection, taxes, découverts et actions constituées de prêts bancaires.

Le tableau indique qu'il y a un taux élevé de coupures de courant au Nigeria. Le niveau élevé de ces interruptions de courant signifie que les industries nigérianes ont besoin de groupes électrogènes de secours pour assurer l'efficacité de leurs activités

commerciales. En ce qui concerne la durée des coupures de courant en nombre d'heures par mois, les industries chimiques et autres sont les plus touchées (281,4 et 293), suivies par l'alimentation et les boissons (255,8), et les vêtements (242,5). Les chiffres se traduisent par plus de 10 jours de coupures de courant par mois dans ces industries. Bien que l'on s'attende à ce que les grandes entreprises, où qu'elles se trouvent, disposent de leurs propres groupes électrogènes, pour les petites et moyennes entreprises (PME), qui constituent la plus grande partie des diverses industries manufacturières au Nigeria, le coût de son entretien peut être assez élevé et inquiétant. Ainsi, une autre mesure de la fiabilité de l'alimentation électrique est la proportion d'entreprises fonctionnant avec leurs propres groupes électrogènes. En dehors de l'industrie électronique, plus de 60 % de l'utilisation totale d'électricité par les industries manufacturières nigérianes ne provient pas du réseau public, mais de leurs propres groupes électrogènes. Pour les machines, les industries chimiques et autres, la proportion est de plus des trois quarts. En termes de pertes dues aux coupures de courant en pourcentage des ventes, les industries alimentaires et des boissons ont la plus grande perte, suivies par l'industrie chimique. Cela montre que l'électricité est plus importante pour l'industrie alimentaire et des boissons que pour les autres industries au Nigeria.

Après l'électricité, l'accès au financement est la deuxième plus grande préoccupation. L'enquête a fourni des informations sur les produits financiers utilisés par les industries manufacturières ainsi que sur leurs perceptions de l'accès au financement et de son coût. Le tableau montre que les trois industries ayant les plus grands découverts sont le textile, l'alimentation et les boissons, et les produits chimiques. La part des entreprises ayant obtenu un prêt auprès d'une banque ou d'un établissement financier varie également beaucoup selon les industries manufacturières. Les réponses vont d'un faible 0 % dans l'électronique, à 12,3 % dans les produits chimiques et 5,2 % dans l'alimentation et les boissons. Cette faible proportion peut s'expliquer par une forte demande de garanties. La demande de garantie en pourcentage du prêt atteint 282,8 % pour les industries alimentaires et des boissons.

Une autre question liée à l'indicateur du climat d'investissement est de savoir combien de jours il a fallu pour obtenir une ligne téléphonique. Les résultats montrent que cela semble être bon pour toutes les industries manufacturières, à l'exception du bois (moins de 16 jours). Une raison évidente de ce succès pourrait être la privatisation de l'industrie nigériane des télécommunications, qui attire la concurrence entre divers fournisseurs de services et entraîne donc une amélioration de l'efficacité. L'enquête a également demandé combien de fois par an les entreprises sont visitées par des inspecteurs du gouvernement. La question clé est de savoir dans quelle mesure cela varie selon les industries manufacturières du pays. Le tableau indique que le nombre d'inspections rapporté est généralement faible. Toutefois, il est plus élevé dans les industries alimentaires et des boissons (3,7 par an) et en Chine (28) que dans d'autres industries ou domaines.

**Table : Moyens d'échantillonnage des indicateurs du climat d'investissement**

Industrie	Alimen- taire	Habile- ment	Tex- tiles	Machinerie	Chimique	Élec- tricité	Non- métallique	Bois	Métal	Autres
Coupure d'électricité	255.8 (235)	254.4 (166)	195.5 (13)	242.5 (12)	281.4 (28)	54.0 (2)	222.8 (162)	238.4 (401)	231.5 (250)	293.1 (216)
Temps de gestion	4.6 (242)	3.7 (169)	1.9 (14)	4.9 (13)	7.0 (29)	3.0 (2)	2.9 (210)	3.5 (414)	3.7 (263)	5.2 (233)
Perte en cas de coupure de courant	6.9 (173)	3.6 (113)	4.6 (12)	3.7 (10)	6.5 (17)	1.0 (2)	4.4 (131)	3.2 (308)	4.1 (201)	4.5 (156)
Processus foncier	104.2 (15)	92.8 (5)	. 0	105.0 (2)	59.6 (5)	. 0	97.0 (18)	110.6 (34)	111.2 (19)	125.1 (22)
Disposer d'un groupe électrogène	67.6 (226)	62.7 (139)	53.1 (13)	78.4 (11)	76.5 (29)	50.0 (2)	73.3 (162)	65.8 (317)	69.5 (210)	73.7 (211)
Perte en transit	2.4 (242)	0.6 (168)	1.4 (14)	1.7 (13)	3.5 (30)	1.0 (2)	3.9 (210)	1.3 (414)	0.8 (263)	1.4 (233)
Perte aux voleurs	4.3 (36)	5.0 (8)	. 0	2.6 (2)	8.0 (2)	. 0	4.9 (15)	4.3 (31)	5.2 (14)	4.3 (21)
Coûts de sécurité	3.4 (47)	4.3 (19)	0.1 (2)	4.8 (3)	2.7 (7)	. 0	4.1 (20)	3.3 (27)	2.6 (19)	2.2 (35)
Paiement non-officiel	3.6 (196)	2.2 (145)	6.0 (13)	4.6 (10)	4.3 (22)	5.0 (2)	4.0 (181)	3.5 (354)	3.2 (223)	5.4 (195)
Jours pour téléphoner	15.8 (242)	24 (169)	0 (14)	12 (13)	11.8 (30)	15 (2)	31.7 (210)	12.7 (414)	4.6 (263)	14.6 (233)
Eau publique	28.3 (49)	31.8 (37)	8.1 (8)	47.0 (5)	32.5 (20)	60.0 (1)	27.2 (182)	29.6 (99)	28.9 (65)	32.5 (118)
Inspection	3.7 (215)	3.5 (136)	2.1 (13)	1.7 (11)	3.5 (28)	2.0 (1)	2.7 (184)	3.3 (343)	3.4 (202)	3.5 (183)
Taxation	72.7 (242)	72.2 (169)	74.4 (14)	70.8 (13)	73.6 (30)	65.0 (2)	68.2 (210)	67.7 (414)	66.4 (263)	71.0 (233)
Le découvert	26.6 (241)	4.1 (169)	57.1 (14)	7.7 (13)	46.7 (30)	0 (2)	11.9 (210)	9.9 (413)	13.7 (263)	16.7 (233)
Prêt bancaire	5.2 (242)	0.6 (169)	8.2 (14)	2.3 (13)	12.3 (30)	0.0 (2)	1.2 (210)	1.8 (414)	3.3 (263)	2.9 (233)

Source: Auteur.

Note : Les coupures de courant est mesurées en nombre d'heures/mois ; le temps de gestion est le temps consacré à la gestion de la réglementation ; la perte liée à la coupure de courant est la part de cette perte dans le total des ventes ; le processus foncier est le nombre de jours nécessaires pour traiter les biens débarqués ; disposer d'un groupe électrogène est la proportion d'entreprises utilisant un groupe électrogène ; la perte en transit et la perte aux voleurs est le pourcentage d'une cargaison perdue en raison de dommages et de voleurs, respectivement ; les coûts de sécurité et les paiements non officiels et la fiscalité sont des parts de chaque variable dans le total des ventes ; les jours pour téléphoner sont le nombre de jours pour obtenir une ligne téléphonique ; l'eau publique est la proportion d'entreprises ayant accès à l'eau publique ; l'inspection signifie le nombre de fois où des fonctionnaires du gouvernement se sont rendus sur place ; le découvert signifie l'utilisation ou non d'une facilité de découvert ; et le prêt bancaire fait référence à la proportion du financement total provenant d'un prêt bancaire.

Une question connexe est de savoir combien de temps la direction consacre à la gestion des réglementations gouvernementales. Ici, les réponses donnent une image assez différente. Les industries chimiques sont celles qui déclarent le plus de temps, soit 3,7 % du temps de gestion, contre 4,9 % dans les industries chimiques et 4,6 %

dans les industries alimentaires et des boissons. L'enquête comprend également des questions sur la corruption en termes de paiements non officiels. L'indicateur de corruption le plus élevé est signalé par les industries textiles (6 %), suivies par les autres industries manufacturières (5,4 %) et l'électronique (5 %). L'industrie de l'habillement est la moins corrompue.

Pour résumer, il existe des variations très importantes dans de nombreuses mesures du climat d'investissement dans les industries manufacturières nigérianes, et il est donc possible d'expliquer les différences de performance des industries en fonction des variations du climat d'investissement.

## Conclusion et recommandations

Cette étude a examiné l'influence du climat d'investissement sur la productivité totale des facteurs (PTF) des industries manufacturières au Nigeria. L'étude a été menée en deux phases, à savoir (i) une estimation des mesures de la productivité au niveau de l'industrie et de l'entreprise a été réalisée ; et (ii) les différences de PTF entre les entreprises ont été statistiquement liées aux indicateurs du climat d'investissement, en tenant compte des caractéristiques de l'entreprise. Les analyses ont utilisé les données de l'enquête 2009 de la Banque mondiale sur les entreprises au Nigeria. En termes de productivité au niveau des entreprises, il a été constaté que l'industrie chimique était plus productive que les autres. Les résultats montrent que la relation empirique entre les indicateurs du climat d'investissement et la performance des entreprises est robuste lorsqu'on inclut les fictives industrielles, ce qui révèle qu'il existe une variation significative du climat d'investissement entre les industries manufacturières du pays. On peut donc conclure que la planification de la politique industrielle est importante.

Les résultats empiriques ont par ailleurs indiqué que les facteurs suivants du climat d'investissement sont les principaux goulets d'étranglement qui affectent les performances productives des industries manufacturières au Nigeria : durée des coupures de courant, temps passé par la direction à s'occuper des réglementations des gouvernements des États et du gouvernement fédéral, paiements non officiels, inspections par an, pourcentage d'électricité provenant des groupes électrogènes, perte en transit due aux dommages et à la détérioration, impôt payé par an et propriété de l'entreprise. Comme prévu a priori, les interruptions en électricité, les paiements non officiels, les taxes et les pertes en transit dues aux dommages ou à la détérioration ont une incidence négative et significative sur la PTF des industries manufacturières au Nigeria, tandis que l'influence des autres variables est positive et significative. Les résultats montrent qu'il est possible de prendre des mesures politiques pour améliorer les dimensions des indicateurs pertinents du climat d'investissement. Ainsi, les politiques suivantes sont suggérées pour renforcer la compétitivité des industries

manufacturières nigérianes : i). Assurer un approvisionnement stable et suffisant en énergie pour l'usage industriel. Une feuille de route pour la réforme de l'électricité actuellement adoptée devrait être mise en place. Par exemple, la fréquence et la durée des interruptions de courant pourraient être réduites en améliorant le réseau public grâce à une augmentation de la capacité de production et à la promotion de la tarification et de l'efficacité de la distribution actuellement en vigueur. En outre, la production d'énergie propre par des systèmes solaires et des onduleurs par des entreprises privées devrait bénéficier d'un soutien maximal par le biais d'un financement, à un taux d'intérêt à un chiffre. ii). Les infrastructures routières devraient faire l'objet d'une attention particulière. L'un des principaux problèmes des routes au Nigeria est qu'elles ne sont pas assez solides pour permettre aux camions d'acheminer les matières premières et les produits des entreprises vers les différents marchés. Cela pourrait être la cause de pertes importantes en transit dues aux dégâts et à la détérioration. S'il est opportun que le gouvernement intensifie ses efforts dans la construction d'un système ferroviaire moderne, la construction et la réparation des routes devraient tenir compte du nombre élevé de camions pour permettre le bon déroulement des opérations industrielles du pays. iii). Des mesures appropriées devraient être mises en place pour réduire le taux de paiements non officiels et les mesures fiscales dissuasives dans le pays. Par exemple, la Commission indépendante des pratiques de corruption et autres infractions connexes (ICPC) et la Commission des crimes économiques et financiers (EFCC) devraient prêter attention aux activités de la Commission des affaires des entreprises, des ministères et des départements qui réglementent l'enregistrement, le fonctionnement et les activités de déclaration fiscale des industries au Nigeria. L'Association des fabricants du Nigeria (MAN) devrait mettre en place des canaux de dénonciation et des procédures légales pour cesser de faciliter les paiements non officiels afin d'accélérer les performances.

## Références

- Ajetomobi, J.O. 2011. Total Factor Productivity of Agricultural Commodities in the Economic Community of West Africa States: 1961–2005. AERC Research Paper No. 241. African Economic Research Consortium, Nairobi.
- Chete L.N. and A.F. Adenikinju. 2002. Productivity Growth in Nigerian Manufacturing and its Correlation to Trade Policy Regimes/Indexés (1962–1985). AERC Research Paper No. 127. African Economic Research Consortium, Nairobi.
- Dollar, D., M. Hallward-Dreimeier and T. Mengistae. 2005. "Investment climate and firm performance in developing countries." *Economic Development and Cultural Change*, 54(1): 1–31.
- Escribano, A. and J.L. Guasch. 2005. "Assessing the impact of the investment climate on productivity using firm-level data: Methodology and the cases of Guatemala, Honduras and Nicaragua." Policy Research Working Paper No. 3621. World Bank, Washington, D.C., June. Available online at <http://go.worldbank.org/F4W5VBGDR0>.

- Iarossi, G. and G.R.G. Clarke. 2011. "Nigeria 2011: An assessment of the investment climate in 26 states". African Finance and Private Sector Development (AFTFP), World Bank, Washington, D.C.
- Jorgenson, D.W., M.S. Ho and K.J. Stiroh. 2005. Productivity. Volume 3. Information Technology and the American Growth Resurgence. Cambridge and London: MIT Press.
- Şeker, M. 2017. "Trade policies, investment climate, and export performance". *Bogazici Journal: Review of Social, Economic & Administrative Studies*, 31(2): 21–48.
- Şeker, M. and F. Saliola. 2018. "A cross-country analysis of total factor productivity using microlevel data". *Central Bank Review*, 18(1): 13–27.
- Veeramani, C. and B.N. Goldar. 200. "Investment climate and total factor productivity in manufacturing: Analysis of Indian states". Working Paper No. 127. Indian Council for Research on International Economic Relations, New Delhi, April.



## Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

[www.aercafrica.org/fr](http://www.aercafrica.org/fr)

### Pour en savoir plus :



[www.facebook.com/aercafrica](http://www.facebook.com/aercafrica)



[www.instagram.com/aercafrica\\_official/](http://www.instagram.com/aercafrica_official/)



[twitter.com/aercafrica](https://twitter.com/aercafrica)



[www.linkedin.com/school/aercafrica/](http://www.linkedin.com/school/aercafrica/)

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique  
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,  
3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

[communications@ercafrica.org](mailto:communications@ercafrica.org)